

INSTRUCTION

N° 08-015-B3 du 20 mars 2008

NOR : BUD R 08 00015 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

RETRAITE ANTICIPÉE DES FONCTIONNAIRES HANDICAPÉS. MAJORATION DE PENSION

ANALYSE

Application de la majoration de pension. Plafonnement et revalorisation de la pension

Date d'application : 01/03/2008

MOTS-CLÉS

PERSONNEL DE L'ÉTAT ; FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE ; FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE ;
RETRAITE ANTICIPÉE ; HANDICAPÉ ; OUVRIER DE L'ÉTAT ; PENSION ; MAJORATION

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

CRP	TGE	TOM										

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

7^{ème} Sous-direction - Bureau 7C

SOMMAIRE

1. DISPOSITIF DE CESSATION ANTICIPÉE D'ACTIVITÉ	3
2. MAJORATION DE PENSION	3
3. CONDITION DE PAIEMENT DE LA MAJORATION	4

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE : Instruction interministérielle du 16 mars 2007	5
---	---

Le II de l'article 28 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005¹ pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, ajoute un § 5 au I de l'article L 24 du Code des pensions civiles et militaires de retraite prévoyant l'abaissement de la condition d'âge de 60 ans pour l'ouverture des droits à pension des fonctionnaires handicapés justifiant d'une durée d'assurance minimale alors qu'ils étaient atteints d'une incapacité permanente d'au moins 80 %.

Cette mesure n'interfère pas avec les dispositifs de mise à la retraite pour invalidité prévus par le Code des pensions civiles et militaires de retraite.

Par ailleurs, la loi n° 2006-737 du 27 juin 2006² accorde une majoration de pension aux fonctionnaires handicapés.

Les conditions d'application de ces dispositions ont été précisées par le décret n° 2006-1582 du 12 décembre 2006³. Une instruction interministérielle du 16 mars 2007 (jointe en annexe) en détaille les modalités d'application aux travailleurs handicapés lorsqu'ils sont fonctionnaires.

La présente instruction a pour objet d'informer les comptables du contenu de ces nouvelles dispositions.

1. DISPOSITIF DE CESSATION ANTICIPÉE D'ACTIVITÉ

Le décret n° 2006-1582 du 12 décembre 2006 ajoute au Code des pensions civiles et militaires de retraite un article R 37 bis qui détermine les trois conditions (durée d'assurance minimale, durée d'assurance minimale cotisée, nécessité d'un taux d'incapacité permanente d'au moins 80 % tout au long de ces durées) permettant l'abaissement de l'âge normal de la retraite à 55, 56, 57, 58 ou 59 ans pour les fonctionnaires handicapés.

Ces fonctionnaires sont présumés remplir la condition d'assurance permettant de neutraliser la décote, quelle que soit la date effective de départ à la retraite.

2. MAJORATION DE PENSION

Le décret précité du 12 décembre 2006 ajoute également au Code des pensions civiles et militaires de retraite un article R 33 bis qui fixe les conditions dans lesquelles les fonctionnaires handicapés visés à l'article R 37 bis du même Code bénéficient de la majoration de pension prévue au 2^{ème} alinéa du 5^o du I de l'article L 24.

Cette majoration est égale au tiers du quotient obtenu en divisant le nombre de trimestres cotisés avec un handicap de 80 % par le nombre de trimestres correspondant à la durée de services et bonifications admis en liquidation.

Exemple :

Nombre de trimestres cotisés avec handicap : 80

Nombre de trimestres correspondant à la durée de services et bonifications admis en liquidation : 120

Majoration : $1/3 \times 80/120 = 0,22$ soit 22 %.

La pension ainsi majorée ne peut pas dépasser 75 % du traitement de liquidation de l'article L 15 du Code des pensions civiles et militaires de retraite. Ce pourcentage peut être porté à 80 % si le pensionné bénéficie des bonifications prévues à l'article L 12 du même code.

¹ JO du 12 février 2005.

² JO du 28 juin 2006.

³ JO du 13 décembre 2006.

Cette majoration s'ajoute au minimum de pension prévu à l'article L 17 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, ce qui peut conduire à un pourcentage de minimum garanti supérieur à 100 %.

Exemple :

Pourcentage du minimum garanti : 82,800 %

Pourcentage de majoration : 33 %

Pourcentage du minimum garanti majoré : $82,800 + (82,800 \times 33 \%) = 110,123 \%$.

Sur la fiche B établie par le Service des Pensions du Ministère du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique sera portée la mention : « Le taux de supplément de pension en application de l'article L 24-I-5 du Code des pensions de retraite est égale à --- pour cent ».

La traduction dans PEZ est un code mention 924 sur le SA 10.

3. CONDITION DE PAIEMENT DE LA MAJORATION

La majoration pour enfants de l'article L 18 du Code des pensions civiles et militaires de retraite s'ajoute au montant de la pension majorée dans la limite de 100 % du traitement de base.

Elle n'est pas réversible au profit du conjoint survivant.

Cette majoration suit le régime du principal en ce qui concerne l'imposition, la saisissabilité et l'assujettissement aux cotisations sociales.

La pension majorée est revalorisée dans les conditions prévues à l'article L 16 du Code des pensions civiles et militaires de retraite.

Toute difficulté d'application de la présente instruction devra être signalée à la Direction Générale sous le présent timbre.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 7^{ÈME} SOUS-DIRECTION

FRANÇOIS TANGUY

ANNEXE : Instruction interministérielle du 16 mars 2007

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

**Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie
et
Le ministre de la fonction publique
à**

Mesdames et Messieurs les ministres

OBJET : Retraite anticipée des fonctionnaires et des ouvriers de l'État handicapés. Majoration de pension
PJ : 1

Le II de l'article 28 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, prévoit l'abaissement de la condition d'âge de 60 ans pour l'ouverture des droits à pension des fonctionnaires et ouvriers des établissements industriels de l'État handicapés. Cette mesure concerne tout fonctionnaire ou ouvrier des établissements industriels de l'État justifiant d'une durée d'assurance validée et d'une durée d'assurance cotisée minimales et atteint pendant cette période d'un taux d'incapacité permanent d'au moins 80%.

Cette disposition introduit un 5° nouveau au I de l'article L. 24 du Code des pensions civiles et militaires de retraite (CPCMR). Le III de l'article 28 étend le bénéfice de ce dispositif aux fonctionnaires des fonctions publiques territoriale et hospitalière, ainsi qu'aux ouvriers des établissements industriels de l'État.

Cette mesure a pour objet d'aligner le régime des fonctionnaires et ouvriers de l'État handicapés sur le dispositif prévu, pour le secteur privé, par la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites (article 24). Elle n'interfère pas dans le dispositif préexistant de mise à la retraite pour invalidité du régime des fonctionnaires, ni dans celui des ouvriers relevant du fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État.

Par ailleurs, la loi n° 2006-737 du 27 juin 2006 vise à accorder une majoration de pension aux fonctionnaires ouvriers des établissements industriels de l'État handicapés.

Le décret n° 2006-1582 du 12 décembre 2006 fixe les conditions d'application de ces différentes dispositions législatives.

La présente instruction détaille ci-après les modalités d'application de ces dispositions aux travailleurs handicapés lorsqu'ils sont fonctionnaires de l'une des fonctions publiques ou ouvriers des établissements industriels de l'État.

ANNEXE (suite)

I- conditions d'accès au dispositif de cessation anticipée d'activité**1) Bénéficiaires**

Le décret du 12 décembre 2006 ajoute au Code des pensions civiles et militaires de retraite un article R 37 bis qui fixe les conditions dans lesquelles l'âge normal de la retraite (60 ans) est abaissé à 55, 56, 57, 58 ou 59 ans pour les fonctionnaires handicapés. Il modifie corrélativement le décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 concernant les fonctionnaires affiliés à la CNRACL et le décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004 relatif au régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État (FSPOEIE).

Le droit à la retraite anticipée est soumis à trois conditions cumulatives :

- une durée d'assurance minimale
- une durée d'assurance minimale cotisée
- un taux d'incapacité permanente de 80% **tout au long de ces durées.**

Les durées d'assurance exigées sont fixées en fonction de l'âge de la retraite conformément au tableau suivant :

Age d'ouverture du droit à retraite	Durée d'assurance minimale	Durée d'assurance minimale cotisée
55	120 trimestres (30 ans)	100 trimestres (25 ans)
56	110 trimestres (27 ans 6 mois)	90 trimestres (22 ans 6 mois)
57	100 trimestres (25 ans)	80 trimestres (20 ans)
58	90 trimestres (22 ans 6 mois)	70 trimestres (17 ans 6 mois)
59	80 trimestres (20 ans)	60 trimestres (15 ans)

Nota - Compte tenu du II de l'article 66 de la loi du 21 août 2003, le fonctionnaire qui demanderait à partir à 55 ans en 2007 devra justifier de 118 trimestres d'assurance minimale (au lieu de 120 à partir de 2008) et de 98 trimestres d'assurance cotisés.

Exemple :

Dans le cas d'un ancien militaire handicapé à 80% à la suite d'un accident de service, puis devenu fonctionnaire territorial par la voie des emplois réservés, seuls les services civils effectués après la reconnaissance du handicap sont pris en compte dans la durée d'assurance validée et la durée d'assurance cotisée et serviront à apprécier le taux de la majoration.

ANNEXE (suite)

Les fonctionnaires désirant bénéficier de ce dispositif doivent justifier d'une incapacité permanente de 80% tout au long des durées d'assurance minimale et minimale cotisée indiquées ci-dessus.

La pension accordée en vertu de ces dispositions n'étant pas une pension civile d'invalidité, les avantages attachés aux pensions de cette nature (taux garanti, majoration pour tierce personne, etc.) ne sont pas attribuables aux intéressés.

2) Pour l'appréciation de la notion « d'incapacité permanente au moins égale à 80% », il est renvoyé

à la lettre ministérielle du 20 février 2006 du ministre délégué à la sécurité sociale, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille (jointe en annexe). L'appréciation du handicap doit en effet s'effectuer dans les mêmes conditions. Ce document est par ailleurs disponible sur le site INTERNET de la CNAV <http://www.legislation.cnaf.fr>

3) Pour l'appréciation de la durée d'assurance, il est tenu compte :

- des services admis en liquidation dans la pension civile, augmentés de la durée d'assurance dans un autre régime de retraite de base obligatoire, ainsi que des périodes reconnues équivalentes validées dans ces régimes ;
- des périodes de travail à temps partiel (incluant la cessation progressive d'activité) et à temps non complet : ces périodes sont prises en compte sur la base d'un temps plein ;
- des bonifications pour enfants de l'article L 12 b) et b) bis du Code des pensions civiles et militaires de retraite (CPCMR) ou de l'article 12 du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004 relatif au régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État, et des majorations de durée d'assurance des articles L 12 bis et L 12 ter du même Code ou de l'article 17 du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004, et le cas échéant des périodes d'interruption ou de réduction d'activité pour élever un enfant prises en charge gratuitement au titre de l'article L 9 1° du CPCMR ou de l'article 5 11 du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004 ;
- des périodes de service national et de services militaires pour leur totalité (dans la mesure, également, où il s'agit de périodes accomplies avec un handicap de 80%).

Une année prise en compte ne peut donner lieu à attribution de plus de quatre trimestres. Les périodes validées dans un autre régime de retraite sont appréciées dans les conditions du relevé de carrière.

4) Pour l'application de la notion de durée d'assurance cotisée, il est tenu compte :

- de la durée totale des périodes d'activité (y compris les congé de maternité, de paternité ou de maladie) ayant donné lieu au versement de cotisations à la charge de l'agent tant au régime des fonctionnaires ou des ouvriers des établissements industriels de l'État qu'à un autre régime de retraite. Sont aussi prises en compte les périodes donnant lieu à prise en charge au titre de l'article L 9 1° du Code des pensions civiles et militaires de retraite ou de l'article 5 I 1° du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004 ;

ANNEXE (suite)

- des périodes à temps partiel ou à temps non complet pour la valeur de la quotité effectivement travaillée ; toutefois les périodes à temps partiel ayant fait l'objet de cotisations spécifiques (surcotisations) sont prises en compte pour du temps plein. Les périodes de mi-temps thérapeutique, les congés de maladie, longue maladie, et longue durée sont également prises en compte sur la base d'un temps plein.

Cas d'exclusion :

- les bonifications de l'article L 12 du CPCMR ou de l'article 12 du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004
- le service national
- le temps passé en disponibilité
- la position hors cadre, sauf si la période est prise en compte au titre d'un autre régime
- le détachement dans une administration implantée à l'étranger, sauf si le fonctionnaire a opté pour le paiement de cotisations au régime national.

II. - La majoration de pension

Le décret du 12 décembre 2006 ajoute au CPCMR un article R 33 bis qui fixe les conditions dans lesquelles les fonctionnaires handicapés visés au I ci-dessus bénéficient d'une majoration de leur pension. Il modifie corrélativement les décrets du 26 décembre 2003 et du 5 octobre 2004 concernant, respectivement, la CNRACL et le FSPOEIE.

La pension est majorée en fonction de la durée d'assurance cotisée pendant laquelle le fonctionnaire a justifié d'un taux d'incapacité de 80%.

La pension majorée est égale à la somme :

- des droits à retraite correspondant aux services effectués [*nota : Le coefficient de minoration (décote) prévu à l'article L14 -II du CPCMR ou à l'article 16II du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004 n'est pas applicable*]

et

- d'une majoration de pension égale au tiers du rapport entre le nombre de trimestres cotisés avec un handicap de 80% et le nombre de trimestres correspondant à la durée de services et bonifications admis en liquidation, [*nota : est prise en compte la durée cotisée et validée dans le seul régime au titre duquel est calculée la pension*].

Exemples

Montant de la pension initiale : 1000 euros ; nombre de trimestres cotisés avec handicap : 80 trimestres (NI) ; durée totale des services et bonifications admise en liquidation dans le régime concerné : 120 trimestres (N2).

La majoration est égale au tiers de NI/ N2 soit $1/3 \times (80/120) = 0,22$.

La retraite majorée est donc de 1000 euros + $(1000 \times 0,22) = 1220$ euros.

* Les trimestres à temps partiel dans NI sont comptés comme temps plein, alors que dans N2 ces mêmes trimestres sont comptés pour leur durée réelle.

ANNEXE (suite)

Règles d'arrondis

Le tiers du rapport N1/N2 est arrondi s'il y a lieu, soit au centième supérieur si la troisième décimale de ce nombre est égale ou supérieure à 5, soit au centième inférieur dans le cas contraire. La majoration de pension résultant de cette opération est arrondie selon les mêmes modalités.

Plafonnement éventuel de la majoration de pension

La majoration ne peut porter la pension totale au-delà du montant que le fonctionnaire aurait obtenu pour une carrière complète au CPCMR ou l'ouvrier de l'État au titre du régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État. En cas de dépassement de la durée des services, la pension majorée est écrêtée à hauteur de ce montant.

Ainsi, la pension majorée ne peut pas dépasser 75% du traitement de liquidation de l'article L. 15 du CPCMR. Cependant si l'agent justifie des bonifications prévues à l'article L 12 dudit code ou à l'article 12 du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004, la pension majorée peut être portée à 80% du chef des bonifications dans les conditions prévues à l'article L12, dernier alinéa, du code précité ou au II de l'article 12 du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004.

Durée d'assurance reconnue aux fonctionnaires handicapés

Les fonctionnaires ou les ouvriers de l'État handicapés au taux de 80% qui remplissent les conditions d'assurance et de cotisations retenues pour chaque classe d'âge pour un départ en retraite par anticipation, sont présumés remplir la condition d'assurance permettant de neutraliser la décote quelle que soit la date effective de départ en retraite.

En application de l'article 66 de la loi du 21 août 2003, la durée d'assurance nécessaire pour bénéficier d'une retraite au taux plein, en 2007, est fixée à 158 trimestres et à compter du 1^{er} janvier 2008 à 160 trimestres.

Application du minimum de pension

Si la pension est inférieure au minimum de pension prévu à l'article L.17 du CPCMR ou à l'article 18 du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004, elle est portée à ce minimum au titre de l'année de départ effectif en retraite. La majoration allouée aux personnels handicapés vient s'ajouter au montant garanti.

Majoration pour enfants de l'article L18 du CPCMR

La majoration pour enfants de l'article L 18 du CPCMR ou de l'article 20 du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004 vient s'ajouter au montant majoré de la pension, dans la limite de 100% du traitement de base déterminé à l'article L 15 du CPCMR ou à l'article 14 du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004.

Revalorisation des pensions

La pension majorée est revalorisée au 1^{er} janvier de chaque année dans les conditions prévues à l'article L 16 du CPCMR ou à l'article 15 du décret du 5 octobre 2004.

Poly pensionnés

Dans le cas où le fonctionnaire ou l'ouvrier de l'État a relevé de plusieurs régimes, la majoration de pension et le cas échéant son plafonnement sont appliqués séparément dans chacun des régimes.

ANNEXE (suite et fin)

Modalités de présentation des demandes :

Lorsque le fonctionnaire ou l'ouvrier de l'État n'est pas en mesure d'apporter les justificatifs nécessaires concernant son taux d'incapacité permanente, il lui appartient de justifier ce taux par tout moyen à sa convenance.

En cas de carrière mixte, la décision d'un régime pourra être retenue pour justifier l'incapacité permanente dans le régime des fonctionnaires ou dans le régime des ouvriers des établissements industriels de l'État.

Pensions de réversion

Les conjoints survivants peuvent prétendre à la moitié de la pension obtenue par le fonctionnaire ou l'ouvrier de l'État hors prise en compte de la majoration de pension.

Application de la majoration aux fonctionnaires n'ayant pas bénéficié du droit à anticipation

Les fonctionnaires ou les ouvriers de l'État handicapés qui, à la date de publication de la loi du 11 février 2005 (12 février 2005) :

- étaient en activité ;
- avaient moins de 60 ans ;
- remplissaient les conditions fixées par le décret du 12 décembre 2006,

mais qui ont dépassé depuis la date de leur 60^{ème} anniversaire sans faire valoir leur droit à la retraite anticipée, peuvent obtenir le bénéfice de la majoration de pension. Il est éventuellement tenu compte dans le calcul de la pension, de la surcote pour services effectués au-delà du 60^{ème} anniversaire.

Fait à Paris, le 16 MARS 2007

Le ministre de la fonction publique

Pour le Ministre et par délégation

Le Directeur général de l'Administration
et de la Fonction publique

Paul PENY

Le ministre de l'économie, des finances
et de l'industrie

Pour le Ministre et par délégation

Le directeur du Budget

Philippe JOSSE

